Libéralisation et anti-globalisme : tension (dé)structurante de l'action gouvernementale brésilienne (2019-2021)

*Liberalization and Anti-Globalism: (De) Structuring Tension of Brazilian
Government Action (2019-2021)*

Alejandro Angel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/14829>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.14829](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.14829)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Alejandro Angel, « Libéralisation et anti-globalisme : tension (dé)structurante de l'action gouvernementale brésilienne (2019-2021) », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2021, mis en ligne le 10 novembre 2021, consulté le 24 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/14829> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.14829>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

UN MONDE EN TRANSFORMATION

La mondialisation face à la crise;
l'impact de la COVID-19 sur la gouvernance globale

21 experts se prononcent

Hors-série | Novembre 2021

Couverture et montage

Mise en page et graphisme

Catherine Saint-Onge
saintonge.catherine91@gmail.com

LIBÉRALISATION ET ANTI-GLOBALISME : TENSION (DÉ)STRUCTURANTE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE BRÉSILIENNE (2019-2021)

Alejandro Angel

Ancien chercheur postdoctoral – PNPd/Capes.
Programme de Cycles supérieurs en relations
internationales. Université fédérale de Santa
Catarina, Brésil

« Le contexte économique de la lutte contre la pandémie ne fait que souligner plus clairement le caractère strictement discursif du libéralisme au sein du gouvernement Bolsonaro »

Le gouvernement brésilien de Jair Bolsonaro fait figure de paria dans sa réponse hésitante aux défis de la pandémie de la COVID-19. Pourtant, cette paralysie n'est pas un phénomène nouveau ni dans la direction du pays ni dans la mise en place des politiques économiques, même si ces dernières furent cadrées comme étant au cœur de l'agenda politique proposé pendant la campagne électorale de Bolsonaro. Nous proposons d'analyser les tensions qui

existaient au sein du gouvernement de Bolsonaro avant l'arrivée de la pandémie parce que nous considérons que cet état de fait peut fournir des éléments pour mieux comprendre les tâtonnements du gouvernement dans plusieurs domaines, dont la réponse à la crise économique causée par la pandémie et, plus largement, dans les politiques de libéralisation économique. Ainsi, la tension entre libéralisation et « anti-globalisme »¹ constitue l'axe structurant de

¹ Le terme *globalisme* est utilisé par la droite populiste pour désigner un supposé schéma de domination globale qui vise l'imposition du « marxisme culturel » qui substituerait les valeurs traditionnelles chrétiennes et conservatrices. Le globalisme serait promu par une

élite formée d'individus – George Soros est toujours nommé – et d'institutions qui imposent des politiques qui visent la fragilisation des États-nations dont le Fonds monétaire international, les Nations unies et l'Organisation mondiale du commerce (Cavalcanti et Fragelli 2019).

l'action (ou son absence) du gouvernement Bolsonaro. Le texte décortiquera la façon dont cette tension s'est articulée pendant la campagne qui a amené Jair Bolsonaro au pouvoir, sa manifestation dans l'ordre du jour du gouvernement et, finalement, son expression au cours de la crise économique induite par la pandémie.

Globalisme et intervention de l'État : un agenda de luttes

Le processus politique qui a amené Bolsonaro au pouvoir était enchâssé dans des débats nationaux faisant abstraction des grandes questions internationales. Les idées gagnantes des élections de 2018 sont : 1) l'hostilité contre les formes de représentation politique existantes au pays ; 2) une position non interventionniste en politique économique ; et 3) un conservatisme socioculturel qui défend l'intervention de l'État dans le comportement des individus (Santos et Tanscheit 2019 : 157). Cet ensemble d'arguments se sont reflété directement dans la composition de la coalition gouvernementale qui est formée de trois groupes principaux représentés dans son cabinet : 1) les militaires ; 2) une technocratie représentée principalement par Paulo Guedes, ministre de l'Économie ; et 3) un

groupe anti-globaliste (Chagas-Bastos 2019 : 96). Ce dernier fut représenté par le ministre des Affaires étrangères, Ernesto Araújo, récemment promu au poste d'ambassadeur (Chagas-Bastos 2019 : 97).

À première vue, la technocratie aurait dû avoir plus d'influence au sein du nouveau gouvernement étant donné le profil des ministres nommés². Les faits ont vite démontré que les préférences du président penchaient plutôt du côté des anti-globalistes. La lutte contre des moulins à vent – le « globalisme » et une élite censée vouloir imposer une politique étrangère « idéologique »³ – dominait le discours du gouvernement. Les chevaux de bataille du ministre Araújo, jusqu'à sa démission en mars 2021, furent sa lutte acharnée contre ceux qui reconnaissent l'existence du changement climatique, qu'il considérait comme une « conspiration marxiste », et la lutte pour défendre les valeurs chrétiennes qui seraient menacées par des acteurs internationaux (Ribeiro et Milani 2019). Malgré les problèmes diplomatiques que ces positions ont suscités à maintes reprises, le président a continué à appuyer Araújo pendant un certain laps de temps.

² Les figures de Paulo Guedes (PhD en économie de l'Université de Chicago) et l'ancien Juge Sérgio Moro, première personne nommée au ministère de la Justice et responsable de l'opération anti-corruption *Lava-jato* (Lavage automatique), ont laissé croire que le Président Bolsonaro serait accompagné dans son gouvernement par des personnes compétentes dans leur domaine et évaluées positivement par l'opinion publique.

³ Dans la vision de l'ancien ministre Araújo le rapprochement commercial avec la Chine et la priorité accordée aux relations Sud-Sud, pièces centrales de la politique étrangère pendant les années où le Parti des travailleurs était au pouvoir, seraient des politiques « idéologiques », c'est-à-dire, de gauche.

Par contre, malgré cet appui inconditionnel à l'anti-globalisme, l'ordre du jour de la libéralisation de l'économie n'a pas connu le même type d'appui. Le ministre de l'Économie a vu son programme de réformes, telles que la privatisation, la libéralisation commerciale ou la réforme des pensions, être laissé de côté ou bien certaines réformes n'ont jamais eu l'ampleur escomptée, en raison de la faiblesse des appuis politiques du gouvernement dans le Congrès national, le parlement brésilien (Barbosa-Filho 2020 : 625). D'autres réformes aussi importantes du point de vue économique, telles que la réforme administrative qui cherche à réduire les privilèges salariaux des fonctionnaires ou, encore, la réforme des impôts ont été victimes du jeu politique. Quoiqu'il faudrait reconnaître que la promulgation de lois complexes en matière économique est plus difficile que la conduite d'une politique étrangère sur la base de déclarations à caractère idéologique, la question centrale est l'ordre de priorités établies par le président Bolsonaro.

La tension entre libéralisation et « anti-globalisme » dont nous avons discuté ci-dessus s'est matérialisée dans la relation sino-brésilienne. D'un côté, la Chine est un pays officiellement communiste et athée, ce qui faisait des discours du ministre Araújo contre le marxisme culturel et le danger de l'athéisme, un enjeu diplomatique délicat ayant potentiellement des effets sur les relations économiques entre les deux pays. En effet, la Chine est le principal partenaire commercial du Brésil en raison de ses besoins en matières premières, dont le minerai de fer, le soja et le pétrole. Par exemple, la Chine est le principal marché du Brésil pour le soja.

Cette tension s'est manifestée avant même que le gouvernement ne rentre en fonction en janvier 2019, quand les médias officiels chinois signalaient les risques que de telles déclarations pourraient représenter pour le partenariat commercial entre les deux pays (Libânio 2018). Malgré les avertissements chinois, les membres du gouvernement de Bolsonaro ont continué leurs déclarations ouvertement hostiles à la Chine, favorisant par le fait même un climat d'affaire défavorable à l'investissement chinois (Wiziack 2020).

C'est ainsi que les positions idéologiques du gouvernement brésilien en matière de politique étrangère ont eu un impact sur la conduite de la politique économique. D'abord, comme nous l'avons souligné plus haut, la Chine est le principal partenaire commercial du Brésil et la prolifération des disputes diplomatiques peut nuire plus globalement à la hausse du commerce international du Brésil, même si dans certains secteurs le commerce peut continuer à croître (Singh 2020). De plus, ces tensions diplomatiques peuvent avoir un effet négatif sur les investissements chinois au Brésil, nuisant ainsi à plus long terme à la croissance de l'économie nationale. Par ailleurs, ces positions reflètent un alignement idéologique quasi inconditionnel du Brésil à la politique de l'administration Trump à l'égard, entre autres, de la Chine, malgré le poids des liens économiques sino-brésiliens.

L'ordre du jour économique du gouvernement Bolsonaro s'est donc mis en place au gré de préoccupations peu traditionnelles, sans lien avec les exigences de croissance, ce qui l'a rendu peu

effectif, voire incohérent, et, par conséquent, peu préparé pour affronter les défis imposés par la situation critique dans lequel le monde est plongé depuis le début de la pandémie.

La pandémie

Les conséquences humaines et sanitaires de la pandémie sur le Brésil ont été dévastatrices. La pandémie a également exacerbé les tensions déjà existantes au sein du gouvernement Bolsonaro, lequel a refusé d'accepter les réalités de la lutte contre la COVID-19, aussi difficiles et éprouvantes qu'elles le sont. Malgré le nombre très élevé de décès, 573 700 personnes en date du 21 août 2021 selon le journal *Folha de S.Paulo*, le gouvernement a préféré nier la gravité de la situation tout en s'alignant sur la position de l'administration Trump en matière de lutte contre la COVID-19. L'immobilisme du gouvernement n'a cessé que lorsque d'autres acteurs politiques ont exigé des actions fermes pour combattre non seulement la pandémie, mais également ses effets délétères sur la santé de la population et sur le fonctionnement de l'économie.

Bien qu'il soit difficile d'établir un lien causal spécifique entre les déclarations de l'ancien ministre Araújo à propos des dangers du marxisme et du globalisme et de la difficulté de s'approvisionner en vaccins auprès de la Chine, elles n'ont surement pas facilité la tâche. En revanche, en janvier 2021, d'autres acteurs politiques, tels que le président de la Chambre des députés – à l'époque Rodrigo Maia – ou le gouverneur de l'État de São Paulo – João Doria –, ont tenté de créer des ponts avec Beijing en parlant avec l'ambassadeur de Chine à Brasília – Yang Wanming. La confiance entre les deux partenaires commerciaux s'est

partiellement rétablie et la production et l'importation des vaccins ont pu se poursuivre. Un nouveau ministre des Affaires étrangères – Carlos França – a également été nommé, en remplacement d'Ernesto Araújo, ce qui a réduit sensiblement l'influence du discours anti-globaliste au sein du gouvernement, même si le Président Bolsonaro y porte encore un certain intérêt.

Les politiques de libéralisation et de diminution de l'interventionnisme de l'État ont connu aussi des difficultés, et non les moindres, en raison de la nécessité de fournir une aide financière aux nombreux Brésiliens ayant perdu leurs revenus en raison de la pandémie. De plus, des membres de la coalition gouvernementale, notamment les militaires, ont articulé un plan d'action accordant un rôle plus important à l'État dans l'économie dans une perspective interventionniste des plus traditionnelles. Les militaires au sein du gouvernement n'apprécient guère le discours « anti-globaliste » de certains ministres, notamment Araújo. Ils proposent d'ailleurs un discours politique chargé de références nationalistes qui vont à l'encontre des politiques de libéralisation proposées par la technocratie économique dirigée par le ministre de l'Économie, Paulo Guedes. Le contexte économique de la lutte contre la pandémie ne fait que souligner plus clairement le caractère strictement discursif du libéralisme au sein du gouvernement Bolsonaro. La popularité de celui-ci a connu un rebondissement dans les sondages d'opinion, du moins pour un certain moment, après avoir mis en place un programme national d'aide financière. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement est toujours incapable de reconnaître les dures conséquences de ses erreurs politiques sur la santé publique et

la croissance économique (Weller 2020). Les couts humains et économiques de la pandémie pour la société brésilienne vont inévitablement continuer à augmenter.

Bibliographie

Barbosa-Filho, Nelson (2020), « De Dilma a Bolsonaro : La Política Económica de Brasil de 2011 a 2019 », *El Trimestre Económico*, vol. 87, n° 347, p. 597-634.
En ligne : <<https://doi.org/10.20430/ete.v87i347.1080>>.

Cavalcanti, Pedro, et Renato Fragelli (2019), « Globalismo, leite e outros equívocos », *Valor Econômico*, 21 février 2019.
En ligne : <<https://valor.globo.com/opiniao/coluna/globalismo-leite-e-outros-equivocos.shtml>>.

Chagas-Bastos, Fabrício H. (2019), « Political Realignment in Brazil: Jair Bolsonaro and the Right Turn », *Revista de Estudios Sociales*, n° 69, p. 92-100.
En ligne : <<https://doi.org/10.7440/res69.2019.08>>.

Libânio, Gilberto (2018), « Mr. Bolsonaro e os Chineses : uma sugestão de interpretação », *Brazilian Keynesian Review*, vol. 4, n° 2, p. 300-12.
En ligne : <<https://doi.org/10.33834/bkr.v4i2.181>>.

Ribeiro, Renata Albuquerque et Carlos R. S. Milani (2019), « L'élection de Bolsonaro, la politique étrangère brésilienne en 2019 et l'avenir de la coopération Sud-Sud », *IdeAs*, n° 13.
En ligne : <<https://doi.org/10.4000/ideas.5578>>.

Santos, Fabiano et Talita Tanscheit (2019), « Quando velhos atores saem de cena : a ascensão da nova direita política no Brasil », *Colombia Internacional*, n° 99, p. 151-86.
En ligne : <<https://doi.org/10.7440/colombiaint99.2019.06>>.

Singh, Shivani (2020), « China's soybean imports from Brazil rise to record in June », *Reuters*, 26 juillet.
En ligne : <<https://www.reuters.com/article/us-china-economy-trade-soybeans/chinas-soybean-imports-from-brazil-rise-to-record-in-june-idUSKCN24R07Q>>.

Weller, Leonardo (2020), « O populismo econômico de Bolsonaro », *Folha de S. Paulo*, 4 décembre.
En ligne : <<https://www1.folha.uol.com.br/mercado/2020/12/o-populismo-economico-de-bolsonaro.shtml>>.

Wiziack, Julio (2020), « Brasil cria travas que dificultam investimentos chinês no país », *Folha de S. Paulo*, 8 août.
En ligne : <<https://www1.folha.uol.com.br/mercado/2020/08/brasil-cria-travas-que-dificultam-investimentos-chines-no-pais.shtml>>.